

RW
Bur

POINT HEBDOMADAIRE DE SITUATION SUR L'AFRIQUE

(17)

Mardi 14 Février 1995

MINISTERE DE LA COOPERATION.

M. Jean-Marc SIMON, Directeur de Cabinet du ministre de la Coopération a été démis de ses fonctions le 11 février. Diplomate, Directeur adjoint du Cabinet de M. ROUSSIN, Jean-Marc SIMON avait bénéficié d'une "promotion" à l'arrivée de M. Bernard DEBRE, malgré sa réputation de "chiraquien". Aujourd'hui accusé de ne pas s'imposer face au Quai d'Orsay dont il est issu, il est "victime" **des relations exécrables** entre MM. JUPPE et DEBRE.

M. Christian JOB, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, Directeur adjoint, a été nommé, à son tour, Directeur du Cabinet.

RWANDA

1) Le **Ministre des Affaires Etrangères du RWANDA, M.GASANA**, a effectué du 8 au 10 février une visite à PARIS, à l'invitation de M. JUPPE. Il a eu des entretiens aux ministères des Affaires Etrangères (Ministre et services) et de la Coopération. Il a été reçu à Matignon par le Conseiller diplomatique du Premier ministre et à la Présidence par la cellule africaine.

Cette visite a permis de dissiper quelques malentendus et de rappeler notre position sur la nécessité pour le gouvernement rwandais de favoriser le retour des réfugiés, de mener à bien la réconciliation nationale et d'établir un Etat de droit, dans l'esprit des accords d'ARUSHA. M. GASANA, **très satisfait d'avoir été invité en France** mais visiblement sous la haute surveillance de sa délégation qui l'a constamment encadré et contrôlé, ne s'est guère départi de la "langue de

bois" habituelle des nouvelles autorités rwandaises. Il a souligné en effet "les efforts considérables" faits par KIGALI dans tous les domaines et a vivement critiqué la Communauté internationale pour son indifférence face au drame rwandais et son impuissance à régler le problème de la sécurité dans les camps de réfugiés.

Il a enfin présenté une série de demandes au ministère de la Coopération très favorable à un développement de notre action dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice et du développement rural.

2) Initiatives américaines sur le Rwanda.

- Les Etats-Unis ont présenté le 9 février au Conseil de sécurité un projet de résolution préconisant **l'arrestation à l'étranger des auteurs présumés du génocide au Rwanda. Plusieurs pays (Russie, Allemagne, France....) ont émis des réserves d'ordre juridique** sur ce texte proposé alors que le tribunal pénal international n'est pas encore installé. Si l'ONU doit se prononcer sur cette question il serait préférable que ce soit sous la forme d'une déclaration présidentielle et non d'une résolution.

- Washington a en outre proposé le 14 février que les **Pays-Bas, "qui n'ont pas de passé dans la région", nomment un médiateur** pour faciliter la réconciliation nationale au Rwanda.

- Enfin, les américains (qui ont le projet de vendre des camions militaires à Kigali) nous ont sondé sur la **possibilité d'une levée partielle de l'embargo sur les armes** (non offensives) à destination du Rwanda. Nous estimons, comme les Britanniques, que l'état actuel des relations du Rwanda avec ses voisins - qui accueillent plus de 2 millions de réfugiés rwandais - ne justifie pas la levée de l'embargo.

BURUNDI

Les missions du Conseil de sécurité et de l'Union Européenne qui se sont rendues à BUJUMBURA les 10 et 11 février pour apporter un appui aux modérés ont pu se rendre compte de la fragilité de la situation